

L'intégration des non-francophones au Québec de l'avenir

Graham Weeks

Numéro 39, octobre 1980

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/57095ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Publications Québec français

ISSN

0316-2052 (imprimé)

1923-5119 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Weeks, G. (1980). L'intégration des non-francophones au Québec de l'avenir. *Québec français*, (39), 68–69.

L'intégration des non-francophones au Québec de l'avenir

par graham weeks

L'auteur est membre du comité exécutif de Participation-Québec et directeur des Programmes au Conseil des Minorités du Québec. L'article reflète ses opinions personnelles et non pas nécessairement la position officielle de ces deux organismes.

Les ressources linguistiques

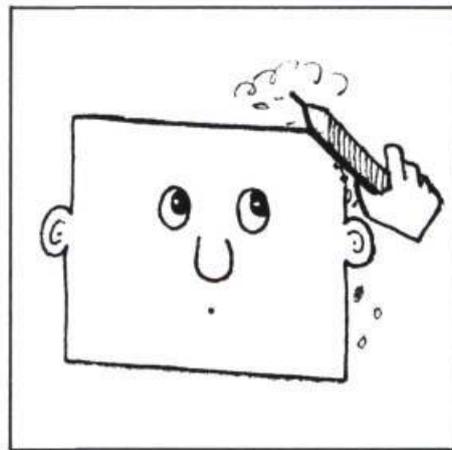
Hydro-électricité, minerais, forêts — ce sont quelques-unes des ressources du Québec, si souvent vantées. Mais la langue française et le contexte linguistique du Québec ne le sont-ils pas autant?

Le Québec est la seule partie de l'Amérique, au nord du Rio Grande, où toute une société vit et travaille dans une langue autre que l'anglais. Cette société française a donc un grand pas d'avance sur le reste du Canada et sur les États-Unis dans la communication et le commerce avec les autres parties du monde qui parlent le français — la France et la moitié de l'Afrique entre autres.

Les Canadiens français se sont toujours plaints du fait qu'ils portaient le fardeau du bilinguisme. Dans le Québec d'aujourd'hui, c'est de moins en moins le cas, comme le démontre la baisse du taux de bilinguisme chez les francophones¹. Pourtant, même avec de plus en plus de jeunes anglophones du Québec et des autres provinces en voie de devenir bilingues grâce à des cours d'immersion française², la pression de 240 millions d'anglophones contre 5 millions de francophones fera que ces derniers ressentiront toujours plus le besoin du bilinguisme, peu importe le statut politique du Québec. Au lieu de regretter ce déséquilibre, pourquoi ne pas en tirer profit?

Ici, l'interaction du français avec d'autres langues fait que la majorité des Québécois accepte que quelqu'un puisse très bien fonctionner dans une langue autre que la sienne. La plupart des anglophones du reste du continent n'ayant jamais eu cette expérience linguistique, ils ne partagent pas cette conception (« mental set ») des Québécois.

Le fait que la mentalité d'unilinguisme triomphe ailleurs nous donne un avantage relatif dans le marketing et la vente de la technologie, des biens et des services de l'Amérique du Nord aux autres continents. Le groupe SNC, l'une des plus grosses compagnies canadiennes fournissant des services de gestion de projet, d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction au Canada, en est un exemple. Cette entreprise à direction francophone travaille en français en Algérie, en anglais en Alberta et en espagnol au Costa Rica.



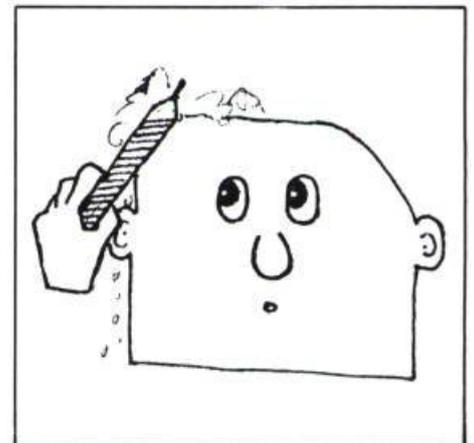
La nouvelle structure sociale du Québec

Certains verront dans ma thèse le vieux complot des « maudits Anglais »: créer un Québec bilingue qui éviterait ainsi aux anglophones et aux allophones d'ici le besoin d'apprendre le français; pire encore, un bilinguisme qui mènerait à une assimilation graduelle des francophones à la langue et à la culture anglaises.

Loin de là, je vois le Québec de demain où une majorité de la majorité restera unilingue, et une minorité des minorités unilingue aussi; où la plupart des gens ayant une origine autre que française parleront le français parce que ce sera la principale langue du travail; où les cadres francophones, anglophones et allophones parleront le français, l'anglais et, dans certains cas, d'autres langues; où la masse unilingue vivra aussi bien que la masse unilingue des pays les plus avancés de l'Europe occidentale, et dont les membres auront toujours la possibilité d'accéder aux postes de commande.

Certains préféreraient un Québec « pur », français à cent pour cent. Ainsi que bien d'autres Québécois de vieille souche (francophone), ils ont reçu l'assurance par la Charte de la langue française que leur langue et leur culture ne seraient plus menacées. Ces « puristes » veulent maintenant profiter de cette sécurité linguistique et culturelle. Malheureusement, les contextes démographique et géographique leur donnent très peu de répit:

Au moment où l'identité québécoise française semble pouvoir s'affirmer librement, elle doit accepter de devenir autre que ce qu'elle a toujours été. Le nous collectif est appelé à se modifier fondamentalement car si les Vietnamiens, les Grecs et les Portugais acceptent la langue française, ils apportent avec eux de nouvelles valeurs qu'ils chercheront inévitablement à faire reconnaître par la société française. Le monolithisme qu'imposait le statut minoritaire au Canada devra se muer en un pluralisme conforme au nouvel esprit majoritaire que l'on veut instaurer au Québec³.



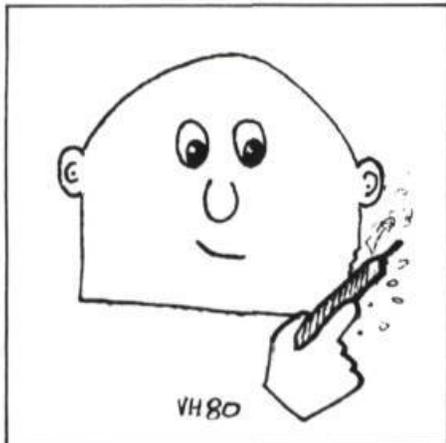
Les Québécois pure-laine ont-ils vraiment le choix d'intégrer ou d'écarter les Québécois « polyester-coton » — immigrants récents et « immigrants » moins récents? Avec le taux de natalité le plus bas au Canada, ils risquent la stagnation s'ils ne les intègrent pas. Entourés par deux cent quarante millions d'anglophones, ils doivent traiter avec la plupart d'entre eux en anglais. Peuvent-ils faire autre chose que prendre le risque de voir ces « autres » Québécois constituer ce que Cliff et Arnopoulos traitent de « cheval de Troie » potentiel?³ C'est sûr qu'une fois ces gens intégrés, la langue et la culture du Québec seront différentes de ce qu'elles sont aujourd'hui. Mais je gage qu'elles seront françaises comme l'anglais parlé aujourd'hui par les Canadiens anglais et les Américains

— toujours l'anglais mais un anglais enrichi par l'italien, le yiddisch et bien d'autres façons de parler et de voir les choses.

L'accès des minorités à la langue et à la culture de la majorité

Si l'intégration des minorités a certaines implications pour la majorité francophone, elle en a aussi pour les non-francophones minoritaires. La plupart de ces gens se sentent profondément enracinés au Québec; ils savent que les règles du jeu ont changé et ils veulent s'adapter à ces changements. À première vue, ce devrait être une simple question d'apprendre le français, pour ceux qui ne le connaissent pas déjà; mais, en fait, c'est plus compliqué que cela.

Tout d'abord, pour apprendre la langue officielle, les citoyens québécois non francophones sont nettement désavantagés par rapport aux gens d'ailleurs, ils n'ont aucun droit aux cours gratuits avec salaire minimum comme les immigrants et les Canadiens des autres provinces. Il serait facile de dire que les non-francophones d'ici auraient dû apprendre la langue de la majorité il y a longtemps, mais devrait-on les tenir responsables des défaillances dans les cours de français qu'ils ont suivis à l'école publique québécoise? S'il est dans l'intérêt de la majorité d'intégrer toutes les minorités, ne devrait-on pas les traiter toutes de la même façon?



On devrait rajouter aux cours de français des activités de sensibilisation aux différents aspects de la société québécoise, telles que des discussions avec journalistes, professeurs d'histoire, membres de l'Assemblée nationale. Des visites chez les institutions et familles françaises devraient être organisées. Les étudiants devraient écouter la radio française et regarder la télévision et les films en cette langue.

Les responsabilités de la majorité

Pourtant, l'immersion prolongée dans le milieu du travail francophone sera plus importante que ces expériences et des cours eux-mêmes. À part la poignée de vrais doués pour l'apprentissage d'une langue seconde, tout le monde a besoin de pratiquer ce qu'il a appris dans la salle de classe. Il y a même des adultes qui apprennent très peu dans cette situation plutôt formelle et coupée de la réalité quotidienne, mais très bien dans le milieu lui-même. Il faut donc que les institutions francophones commencent à accepter des stagiaires non francophones: des étudiants en travail social de McGill au C.S.S.R. du Montréal métropolitain, par exemple. Il est temps que les hôpitaux Notre-Dame et Ste-Justine, dont le personnel est presque exclusivement francophone, commencent à embaucher des infirmières de différentes origines.

Face au fait que moins de trois pour cent de la fonction publique du Québec est non francophone, le gouvernement a mis sur pied le programme «Égalité des Chances» pour donner aux membres des minorités une plus juste représentation dans la bureaucratie provinciale. Mais jusqu'à présent, le régime Lévesque n'a pas donné suite à toute une série de différentes propositions pour résoudre ce problème.

En même temps, ses efforts pour garantir aux francophones une juste représentation dans le monde des affaires commencent à faire croire aux non-francophones que la francisation veut toujours dire francophonisation. En d'autres mots, pouvoir fonctionner en français n'est pas suffisant: il paraît qu'il faut être francophone. Il est temps que le gouvernement clarifie si un Québécois bilingue s'appelant «White» ou «Bianco» est aussi bienvenu qu'un «Leblanc» sur le marché du travail.

Intégration ou assimilation

Si les portes de ces entreprises, de ces hôpitaux, de ces centres sociaux, de cette fonction publique s'ouvrent aux travailleurs non francophones, leur intégration à la société québécoise sera assurée. Ils fonctionneront en français à l'intérieur d'une société française, tout en gardant leurs propres langues et cultures s'ils le veulent. Certains voudront sans doute assimiler d'emblée tous ces gens: c'est-à-dire, les rendre francophones. Ce sera l'attitude de la majorité envers l'intégration qui déterminera par après si les membres des minorités prendront la décision individuelle de suivre le chemin des Burns, Johnson et O'Neill d'antan. ■

Canadian Parents for French

Un organisme de plus de 5000 parents anglophones partout au Canada qui travaillent à la promotion d'un meilleur enseignement du français dans les écoles anglophones. Pour de plus amples renseignements, écrire à:

Canadian Parents for French
C.P. 8470 Terminal
Ottawa, Ontario.
K1G 3H6.

Le Conseil des Minorités du Québec vient de publier, conjointement avec Participation Québec, la troisième édition du *Consumer's Guide to French Language Courses in Quebec*, qui est de loin le plus exhaustif. Il est disponible en anglais, en espagnol, en grec, en italien, en portugais partout au Québec et, par le biais du ministère des Affaires extérieures, dans le monde entier. Des chercheurs du Conseil sont en train de rédiger un rapport sur les minorités, leurs origines, leurs institutions et leurs organisations au Québec. Le Service d'accès au travail du Conseil aide les membres des minorités qui éprouvent des difficultés à satisfaire aux exigences linguistiques du marché du travail. Le Conseil est situé au 3437 Rue Peel, Suite 2, Montréal, P.Q. H3A 1W7. Tél.: (514) 849-3778.

Participation Québec

Association de jeunes professionnels pour la plupart non-francophones qui travaillent à l'intégration des minorités à la majorité française du Québec. Elle a publié récemment *Exchange Programmes in Quebec: A Guide for Parents and Teachers*, ainsi qu'une étude sur la *Sous-représentation des minorités dans la fonction publique du Québec: causes et solutions*. Le groupe est en train de préparer un *Guide to Careers in the Quebec Civil Service* afin d'encourager les jeunes non-francophones à y chercher des emplois. Son comité de la jeunesse organise pour les écoles anglaises des activités de sensibilisation à la société québécoise. Son adresse:

Participation-Québec,
1441 rue Drummond,
Suite 529
Montréal, P.Q.
H3G 1W5.
Tél.: (514) 282-0511

Notes

- 1 Article dans le «Montreal Star» du 10 juin 1977, sur une étude faite par Louis Duchesne pour la Régie de la langue française.
- 2 D'après une étude de l'association *Canadian Parents for French*, publiée en février 1980, presque 40 000 étudiants anglophones sont inscrits aux cours d'immersion française au Canada dont 28 000 en Ontario.
- 3 Dominique CLIFT et Sheila McLEOD ARNOPOULOS, *Le Fait Anglais au Québec*. (Libre Expression, Montréal 1979), pp. 235-236.